



ACADÉMIE DE CORSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ajaccio, le 1^{er} décembre 2023

Le Recteur de la région académique de Corse
Recteur de l'académie de Corse
Chancelier des Universités

à

RECTORAT Secrétariat général

Dossier suivi par :
Vincent AILLAUD
Tél. : 04 95 50 33 41
Mél. : sgadjoins@ac-corse.fr
Bd Pascal Rossini
BP 808
20192-AJACCIO CEDEX 4

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des services de l'Education Nationale de la Corse du Sud,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique des services de l'Education Nationale de la Haute-Corse,
Mesdames et Messieurs les conseillers du Recteur,
Mesdames et Messieurs les membres des corps d'inspection
Mesdames et Messieurs les chefs d'établissement du second degré
Mesdames et Messieurs les chefs de division

Objet : Forfait « mobilités durables »

Références :

- Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités
- Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 modifié relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 9 mai 2020 modifié relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique de l'Etat ;
- Note de service DAF-I2023-006989 du 7 novembre 2023.

Annexes :

- Annexe 1 - Liste des modes de transports éligibles au forfait mobilités durables
- Annexe 2 - Formulaire de demande
- Attestation de covoiturage

Afin d'encourager le recours à des modes de transports alternatifs et durables, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 prévoit la mise en œuvre du « forfait mobilités durables » (FMD). Les agents qui font le choix d'un mode de transport alternatif et durable peuvent bénéficier de ce forfait allant jusqu'à 300 euros par an au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le FMD est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret n ° 2010-676 du 21 juin 2010.

1. Personnels éligibles

Sont éligibles au versement du FMD les agents stagiaires, titulaires et contractuels - y compris les agents contractuels de droit privé (apprentis) - du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et du Ministère chargé des Sports qu'ils soient affectés en services déconcentrés ou dans une école ou un EPLE.

En revanche, le FMD ne peut être attribué aux agents qui bénéficient :

- D'un logement de fonction sur leur lieu de travail (ex : logement attribué pour nécessité absolue de service) ou d'un véhicule de fonction,
- D'un transport collectif gratuit entre le domicile et le lieu de travail ou du transport gratuit par l'employeur (ex : la prise en charge totale d'un abonnement de transport public urbain par l'employeur),
- Des dispositions du décret n ° 83-588 du 1^{er} juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'État et des établissements publics à caractère administratif de l'Etat en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens qui, en raison de l'importance de leur handicap, ne peuvent utiliser les transports en commun.

Les volontaires en service civique ne sont pas éligibles au versement du forfait.

L'agent relevant du même employeur et exerçant dans plusieurs lieux de travail peut bénéficier du FMD lui permettant d'effectuer l'ensemble des déplacements entre sa résidence habituelle et ses différents lieux de travail.

Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics, il peut prétendre à la prise en charge du FMD par chacun de ses employeurs en vue de se rendre respectivement sur chacun de ses différents lieux de travail. Le montant du FMD est alors déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est alors calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

2. Conditions de versement

2.1 Trajets

Les trajets pris en compte au titre du FMD sont les trajets effectués par un agent entre son lieu de résidence habituelle et son lieu de travail. Par conséquent, sont pris en charge au titre du FMD, tous les trajets qui permettent à l'agent de se rendre de sa résidence habituelle vers son lieu de travail au moyen des modes de transport prévus par la réglementation visée en référence (cf. annexe 1).

Cette prise en charge par l'employeur du FMD de la totalité du trajet domicile - travail est ouverte également lorsqu'une partie du trajet est couverte par un abonnement de transport public ou de service public de location de vélo également pris en charge par l'employeur public à hauteur de la moitié du tarif desdits abonnements¹.

Toutefois, les abonnements de transport public ou de service public de location de vélo, lorsqu'ils ont pour objet de couvrir les mêmes trajets, ne pourront pas être pris en charge à la fois au titre du FMD et au titre du versement mensuel de remboursement d'un abonnement de transports publics ou à un service public de location de vélos.

2.2 Montant et nombre minimum de jours d'utilisation des modes de transport éligibles

Comme prévu à l'article 3 du décret du 9 mai 2020, le montant annuel du FMD par agent est fixé par arrêté à :

- 100 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible (cf. annexe 1) est comprise entre 30 et 59 jours,
- 200 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est comprise entre 60 et 99 jours,
- 300 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est d'au moins 100 jours.

Pour bénéficier du forfait, l'agent doit déclarer le nombre réel de jours d'usage d'un ou de plusieurs modes de transport éligibles au dispositif sur l'année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N), afin de se rendre sur son lieu de travail durant ses jours d'activité professionnelle (en dehors des jours de congés ou télétravaillés). Le nombre minimal réel de jours d'usage est fixé à 30 jours.

Au cours d'une même année civile, un agent peut alternativement utiliser un des moyens de transport éligibles pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation.

Ce nombre de jours est modulé à proportion de sa quotité de travail (temps partiel).

A titre indicatif :

Exemple 1 : un agent travaillant à 80 % d'un temps plein peut bénéficier d'un montant de 300 € de forfait s'il utilise un vélo au moins pour 80 trajets aller/retour entre son domicile et son lieu de travail (100 jours * 80%). Il peut aussi en bénéficier, s'il a utilisé son vélo pour 60 trajets aller/retour et 20 fois un co-voiturage (soit en tout 80 trajets aller/retour).

Exemple 2 : un agent a été recruté par un employeur public un 1^{er} septembre. Il s'est rendu sur son lieu de travail à l'aide de son vélo électrique personnel 15 jours par mois (soit 60 jours au total entre septembre et décembre de l'année civile concernée). Il peut bénéficier du versement du FMD pour les déplacements réalisés à hauteur du barème applicable lorsque le nombre de déplacements est compris entre 60 et 99 jours, soit 200€.¹

L'article 8 du décret précise que « le versement du forfait mobilités durables » est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret du 21 juin 2010 susvisé. Toutefois, un même abonnement ne peut donner lieu à une prise en charge au titre du décret du 21 juin 2010 précité et à une prise en charge au titre du présent décret. »

3. Justificatifs et contrôles

Le FMD est versé sous réserve de son utilisation effective conformément à son objet.

Le bénéfice du FMD est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur nominative de l'agent complétée et signée par lui-même, auprès de son service de gestion des ressources humaines. Un modèle de cette déclaration figure en annexe 2 de la présente note. Cette déclaration sur l'honneur de l'agent atteste du nombre précis de jours d'usage, exprimé en chiffre entier (les demi-journées ne sont pas comptées).

La déclaration sur l'honneur suffit à justifier de l'utilisation effective du ou des moyens de transport déclaré. Toutefois, l'employeur peut demander à l'agent de produire tout justificatif utile à sa demande (ex : facture d'achat, d'assurance ou d'entretien).

Cette déclaration s'effectue, en application de l'article 4 du décret n ° 2022-1562, au plus tard le 31 décembre de l'année de référence (année au titre de laquelle le forfait est versé) pour un paiement au premier trimestre de l'année N+1.

Lorsqu'il a plusieurs employeurs publics, l'agent dépose auprès de chacun d'eux la déclaration au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé. Le FMD est alors versé par chacun des employeurs et son montant est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du FMD par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

S'agissant du covoiturage, un contrôle doit être opéré au moyen des justificatifs suivants :

- Covoiturage effectué via une plateforme dédiée : un relevé de facture (si passager) ou de paiement (si conducteur),
- Covoiturage effectué en dehors d'une plateforme dédiée : une attestation sur l'honneur du covoitreur jointe à cette circulaire,
- Une attestation issue du registre de preuve de covoiturage disponible sur le site <https://attestation.covoiturage.beta.gouv.fr/salarie-secteur-public>

4. Dispositions spécifiques aux établissements publics

L'article 1^{er} du décret du 9 mai 2020 subordonne le bénéfice du FMD pour les personnels recrutés et payés par les établissements publics au vote d'une délibération par le conseil d'administration de l'établissement.

La gestion des demandes des agents relève ensuite de l'établissement qui les emploie. Il vous est demandé de mettre en paiement le FMD au plus tard sur la paye du mois de mars de l'année 2024.

5. Modalités et calendrier de dépôt de la demande (Colibris)

Le formulaire de déclaration sur l'honneur (**annexe 2**) au titre de l'année 2023 sera transmis au plus tard le **31 décembre 2023** par la voie hiérarchique, par courriel, au service de gestion suivant prenant en charge la rémunération de l'agent :

- Rectorat DPAE : Personnels ATSS, ITRF, Encadrement, PTP (dpae@ac-corse.fr),
- Rectorat DPE : Personnels titulaires enseignants, d'éducation, psy-EN du second degré public et privé (dpens@ac-corse.fr),
- DSDEN 2A (DPEM) : Personnels enseignants du premier degré et intervenants extérieurs du département de la Corse du sud et personnels AESH de l'académie rémunérés par le service (Titre 2), AED en CDI (persoia2a@ac-corse.fr),
- DSDEN 2B (DPEM) : Personnels enseignants du premier degré et intervenants extérieurs du département de la Haute-Corse (dpem2b@ac-corse.fr),
- Lycée Laetitia Bonaparte à Ajaccio : Personnels AED et AESH rémunérés par le Lycée Laetitia Bonaparte, unique établissement mutualisateur depuis le 1^{er} septembre 2023 (paie.eple@ac-corse.fr)

Les agents (hors AED et AESH rémunérés par les établissements mutualisateurs) disposent également de la possibilité de renseigner ce même formulaire et de déposer les attestations en ligne sur le formulaire Colibris prévu à cet effet à l'adresse suivante : <https://portail-corse.colibris.education.gouv.fr/>

Le dépôt de l'annexe 2 dument renseignée et signée et des attestations sur l'outil Colibris permet aux agents de s'assurer de la prise en compte de leur demande. Elle sera visée automatiquement par le supérieur hiérarchique. De plus, ils auront une lisibilité du suivi de la réponse donnée par le service gestionnaire.

Je vous remercie d'assurer auprès des personnels placés sous votre autorité une large diffusion de la présente note.

Mes services restent à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Jean-Philippe AGRESTI

**Pour le Recteur et par délégation,
la Secrétaire Générale**

Virginie FRANTZ



Annexe 1 - Liste des modes de transports éligibles au forfait mobilités durables

Afin de bénéficier de la prise en charge du FMD, l'agent devra justifier de l'utilisation effective de l'un ou de plusieurs moyens de transport, pour effectuer les déplacements domicile-travail, prévus au décret précité:

1) Cycle¹ personnel ou en location (ex : vélo mécanique, vélo électrique) :

- Cycle dit « personnel mécanique » : véhicule ayant au moins deux roues et propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles ;
- Cycle personnel à pédalage assisté : cycle équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt, dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt si le cycliste arrête de pédaler ;
- Cycle partagé dans le cadre d'une location ou d'une mise à disposition en libre-service - mécanique ou à pédalage assisté, avec ou sans station d'attache et accessible sur la voie publique à condition qu'ils soient équipés d'un moteur non thermique ou d'une assistance non thermique lorsqu'ils sont motorisés ;

2) Covoiturage (en tant que conducteur ou passager) ,

3) Engin de déplacement personnel² (ex : trottinette mécanique, scooters ou trottinettes électriques, monoroues, gyropodes, hoverboards, skateboards motorisés, etc.) utilisé exclusivement dans le cadre d'une location ou d'une mise à disposition en libre-service.

- Engin de déplacement personnel : engin de déplacement personnel motorisé ou non motorisé ;
- Engin de déplacement personnel motorisé : véhicule sans place assise, conçu et construit pour le déplacement d'une seule personne et dépourvu de tout aménagement destiné au transport de marchandises, équipé d'un moteur non thermique ou d'une assistance non thermique et dont la vitesse maximale par construction est supérieure à 6 km/h et ne dépasse pas 25 km/h ;
- Engin de déplacement personnel non motorisé : véhicule de petite dimension sans moteur.

4) Utilisateur des services d'autopartage - mobilité partagée - de véhicules à moteur à faibles émissions mentionnés à l'article R3261-13-1 du code du travail (véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène) ;

Les véhicules de fonction ou vélos de fonction ne sont pas inclus dans le dispositif. En effet, pour le vélo, l'article L 3261-3-1 du code du travail relatif au FMD précise bien qu'il s'agit du vélo personnel de l'agent. L'article R3261-13-1 du code du travail, qui prévoit les « autres services de mobilité partagée », comprend la location de vélos ou les vélos en libre-service.

À noter : Les scooters des particuliers ne sont pas éligibles au dispositif ainsi que les taxis (y compris taxi-vélos), les VTC ou les abonnements de train.

¹Le cycle est défini aux 6.10 et 6.11 de l'article R311-1 du code de la route.

²Les engins de déplacement personnel motorisé ou non motorisé sont définis aux 6.14, 6.15 et 6.16 de l'article R. 311-1 du code de la route.

DEMANDE DE VERSEMENT DU FORFAIT MOBILITÉS DURABLES

Décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 **modifié** relatif au versement
du forfait mobilités durables dans la fonction publique de l'Etat

J'atteste sur l'honneur utiliser à l'occasion de mes déplacements entre ma résidence habituelle et mon lieu de travail, le ou les moyens de transport suivants pour le nombre de jours indiqué : choisir votre option en fonction de votre situation

J'ai perçu l'indemnité de remboursement des frais de transport domicile-travail du 01/01 au 31/12/____

Je n'ai pas perçu l'indemnité de remboursement des frais de transport domicile-travail du 01/01 au 31/12/____

(indiquer le nombre de jours de déplacements réalisés durant l'année au titre de laquelle la demande est produite)

	JANV.	FEV.	MARS	AVR.	MAI	JUIN	JUIL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	TOTAL
Vélo	__ jrs												
Covoiturage	__ jrs												
Autre engin personnel	__ jrs												
Service de mobilité partagée	__ jrs												
Nombre <u>total</u> de jours de déplacements réalisés ouvrant droit au bénéfice du FMD													___ JRS

Je déclare ne pas me trouver dans les exclusions visées par le décret :

- Ne pas bénéficier de la prise en charge d'un abonnement à un service public de location de vélos au titre du décret du 21 juin 2010 pour les déplacements déclarés ci-dessus
- Ne pas percevoir d'indemnités représentatives de frais pour mes déplacements entre ma résidence habituelle et mon(mes) lieu(x) de travail
- Ne pas bénéficier d'un logement de fonction sur le lieu de travail ou d'un véhicule de fonction
- Ne pas bénéficier d'un transport gratuit entre mon domicile et mon lieu de travail (transport collectif gratuit ou transport gratuit par l'employeur)
- Ne pas bénéficier pour les mêmes trajets d'une prise en charge au titre des frais de déplacements temporaires
- Ne pas bénéficier des dispositions du [décret n°83-588 du 1er juillet 1983](#) (personnels situé dans la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens dont le handicap empêche d'utiliser les transports en commun)

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et m'engage à signaler immédiatement toute modification qui pourrait intervenir concernant ma résidence habituelle, mon lieu de travail ou les moyens de transport utilisés.

Je m'engage à fournir tout justificatif réclamé par l'administration à tout moment de l'année. L'administration se réserve le droit de demander toutes informations complémentaires dont elle aurait besoin dans le cadre des contrôles effectués.

Fait à _____

Le ___/___/_____

Signature **obligatoire**

Validation service gestionnaire

**Déclaration d'utilisation du covoiturage donnant droit au bénéfice du
« Forfait mobilités durables »**

(en application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables »
dans la fonction publique de l'Etat)

Déclaration sur l'honneur (à remplir par l'agent public, qu'il soit conducteur ou passager)

Je soussigné(e),, atteste
régulièrement accompagner ou être accompagné par (nom, prénom de la personne
covoiturée)..... lors des trajets domicile-travail.

J'ai utilisé le covoiturage pendant au moins(nombre de jours) au cours de l'année civile 2023.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente déclaration.

Fait à :

Signature de l'agent :

Le :

Signature du covoitureur :

Fait à :

Le :